

Ne laissons pas tomber l'Afghanistan

Nous devons agir

La situation s'est récemment aggravée en Afghanistan. Alors que le retrait des forces américaines et de l'OTAN approche de son terme, les Tâlebân, délaissant la table des négociations, ont lancé des offensives dans de nombreuses régions d'Afghanistan et pris le contrôle d'un certain nombre de districts ruraux. La capacité de l'armée afghane à garder le contrôle de la majeure partie du territoire rural, voire de plusieurs grandes villes, est incertaine.

La population afghane vit dans l'angoisse. Les attentats contre des cibles civiles se sont multipliés, visant des écoliers, des journalistes, des fonctionnaires, des femmes, des artistes. Des Afghans demandent l'asile à l'étranger, d'autres doivent abandonner leur domicile, d'autres enfin prennent les armes. Beaucoup en effet refusent l'avènement d'un régime qui, sous couvert d'une application rigoriste de règles religieuses, serait un régime dictatorial, refusant des élections libres, réalisant la suprématie d'un groupe sur les autres, ne permettant pas aux femmes de vivre librement et dignement.

Toute la population afghane aspire à la paix. Beaucoup ont espéré que les négociations entamées à Doha aboutiraient à une solution acceptable par la majorité. Hélas, la rigidité des Tâlebân, leur jusqu'au-boutisme, les maladresses américaines, l'absence de concertation avec les autres acteurs de la région, la mise à l'écart du gouvernement afghan, n'ont pas permis aux négociations d'avancer.

D'autre part, l'Afghanistan est à présent doté d'un réseau médiatique performant. Les zones rurales les plus reculées reçoivent la télévision. Les Afghans savent ce qui se passe dans le monde et beaucoup ne sont pas prêts à accepter les conditions de vie que leur imposeront les Tâlebân s'ils venaient à prendre le pouvoir.

La communauté internationale se trouve donc à présent devant une alternative. Ou bien elle contraint les Tâlebân à une véritable négociation (pendant laquelle toute action militaire devrait cesser) ou bien l'Afghanistan sombre de nouveau, comme dans les années 1990, dans une guerre civile dévastatrice.

Nous ne pouvons pas accepter cette seconde hypothèse, lourde de conséquences pour les Afghans mais aussi pour la stabilité de la région et la sécurité mondiale.

Alors que se profile le centenaire des relations diplomatiques, économiques et culturelles entre l'Afghanistan et la France, alors que les deux pays sont liés par un traité d'amitié et de coopération signé en 2012 par un président et ratifié par son successeur, alors que l'Union européenne et ses États membres ont conclu en 2019 avec l'Afghanistan un accord de coopération en matière de partenariat et de développement et au moment où la France prend la présidence du Conseil de sécurité de l'ONU, nous demandons instamment au gouvernement français et aux instances européennes de ne pas se cantonner dans une attitude de retrait et d'agir pour la paix.

Les démarches qu'il est possible d'effectuer, les décisions qu'il est possible de prendre en concertation avec les autres pays de l'Union européenne sont nombreuses : ne pas laisser les États-Unis gérer seuls le dossier afghan, stimuler les efforts internationaux de médiation au niveau de l'ONU et des pays frontaliers de l'Afghanistan, agir plus particulièrement en direction du Pakistan, exiger la reprise des négociations et la mise en œuvre d'un cessez-le-feu immédiat, soutenir la société civile afghane, soutenir les ONG françaises agissant en Afghanistan...

Oui, il est encore temps, agissons, ne laissons pas tomber l'Afghanistan.